

26/07/1994

(9)

(1)

Rwanda, Burundi : les pièges de l'ethnicité

Par Néjib BOUDERBALA

Néjib Bouderbala connaît bien le Rwanda (le Burundi aussi) où il a effectué plusieurs voyages, enquêtes et missions sur le terrain.

Dans la livraison qu'il a confiée à notre journal, l'auteur se penche sur le drame rwandais en s'efforçant d'en dénouer l'écheveau, à la fois complexe et horrible.

Une réflexion informée et lucide sur la crise du Rwanda n'est pas seulement nécessaire pour les peuples de la région des Grands lacs (Rwanda, Burundi, Ouganda, Tanzanie, Zambie, Zaïre oriental...). Elle l'est aussi pour nous, si nous voulons échapper aux dichés malheureusement trop répandus sur le tribalisme primitif et la sauvagerie «naturelle» des peuples de

L'Afrique au Sud du Sahara.

Ces préjugés trop ordinaires ne sont pas seulement présents dans les discussions improvisées à la terrasse des cafés mais ils imprègnent également les discours en principe mieux informés. Notre appartenance à l'Afrique, que nous revendiquons volontiers lorsque nous cherchons à en tirer un avantage politique, ne nous met pas à l'abri d'attitudes condescen-

dantes. L'idée qui inspire implicitement la plupart de nos réflexions est que ce n'est pas chez nous qu'une telle barbarie pourrait survenir. Il faut prendre garde aux conséquences de cet a priori. Nous ne cessons de demander que le regard qui est porté sur notre histoire et notre culture soit plus respectueux de leurs complexités. Sommes-nous prêts à faire cet effort lorsque nous observons, à notre tour, l'actualité politique africaine?

Il est vrai que le spectacle fortement médiatisé des affrontements sanglants actuels n'est guère favorable à cet effort. Que nous montre-t-on en effet? Deux ethnies, les Tutsis et les

(SUITE EN P.3)

conduite des affaires gouvernementales, qui est assurément différente des pratiques antérieures.

Tout ceci permet d'espérer et de croire que le consensus national souhaité par le Souverain lors de Son discours du 9 juillet dernier est désormais du domaine du possible, le stade du souhaitable étant déjà, fort heureusement, dépassé.

Ce consensus, cependant, ne doit pas se pourrir des seules actions et propositions officielles, mais doit également se matérialiser par une adhésion claire et totale des acteurs politiques, dans leurs ensemble et diversité.

A ce niveau, on peut se féliciter du fait qu'il n'y a actuellement aucun hiatus à constater ou à déplorer. Les forcés politiques, parfaitement conscientes des enjeux et du caractère historique d'une situation comme celle que vit le pays actuellement, font montre d'esprit d'ouverture et de responsabilité, au point où certains en sont même à se demander s'il est encore possible, surtout entre deux sessions parlementaires, de parler d'opposition et de majorité... On conviendra, à ce sujet, que sur la Question Nationale ou sur le problème des Droits de l'Homme, une telle dichotomie n'est pas de mise...

On peut, ainsi, dire qu'objectivement, les conditions réelles et complètes pour la mise en place d'une formule de consensus national sont aujourd'hui réunies, même si certains ne veulent pas encore dire tout haut ce qu'ils acceptent en privé ou en petits comités...

Restent donc les conditions «subjectives», celles qui tiennent à la pratique politique, parfois faite de mesquineries, d'omissions ridicules, d'oublis volontaires, à l'image de ce que peuvent faire certains confrères qui dans les comptes rendus d'activités publiques ou officielles, ignorent systématiquement tel parti politique frère, taisent les noms de leurs dirigeants, tandis que les médias télévisés montrent par l'image ce que consensus veut dire...

Le temps n'est pas à de telles pratiques, négatives et «petites». Il faut, aujourd'hui,

PAR NADIR YATA

line 2M sur la prestation de l'équipe... Un véritable «happening» collec-

se s'appensantir sur les sujets foot-

des et insensibles devant l'étalage... onté par la «brochette» des mem-

nt tous brillé, s'efforçant d'accrédi-... nsable unique, on l'a chargé comme... irement entendre que l'échec patent... ait qu'un seul «coupable», lui Abdal-

l'indigence des prestations : d'évi-... ennent pas encore qu'un bon diri-... ser l'art de la communication. Mais... nt d'autres jouer aux «Matamore»... nal a trébuché ?

ssion — assume une large part du... pâles reflets d'un pâle championnat

de des troupes ? Ils se défilent. Aucun... rs cohérent, même s'il va à contre-... ré les défaites sur les trois matches,... nce — cette starlette capricieuse —

oncrètement de s'associer au mea-... mbres du BF de la FRMF ont opté... e si, alors que semblait le Titanic, seul canot disponible, en assénant... hant à s'accrocher à l'esquif ! Déc-... en la matière

LA TRAGEDIE RWANDAISE CONTINUE

3.000 personnes meurent par jour à Goma et les largages de vivres suspendus

Trois mille personnes meurent chaque jour dans la région de Goma (Est du Zaïre) et les opérations américaines de largage de vivres aux réfugiés rwandais du Zaïre, à peine entamées dimanche dernier, viennent d'être «temporairement suspendues».

Médecins Sans Frontières (MSF) a indiqué lundi que le taux de mortalité est passé de dix à trente pour dix mille au cours des deux derniers jours.

«Il y a de plus en plus de gens malades», affirme Isabelle Pardieu, porte-parole de l'organisation humanitaire à Goma.

Parmi ces décès, la moi-

remplies et il faut trouver d'autres sites pour enterrer les gens», a affirmé de son côté Ray Wilkinson, du Haut Commissariat aux Réfugiés (HCR). Il a rappelé la «déception du HCR» qui n'a toujours pas reçu de réponse positive pour les problèmes des sanitaires.

Le choléra, qui a déjà fait plusieurs milliers de morts, est signalé dans le Sud-Est de la zone de Goma, jusqu'alors épargnée.

La menace de nouvelles épidémies, dues à la décomposition des cadavres, se profile à Goma. La rougeole, les dysenteries et diarrhées sanguinolentes ont fait leur apparition,

Rwanda, Burundi : le

(SUITE DE LA P.1)

Hutus, qu'une haine séculaire et inexpiable oppose et qui, à tour de rôle, au moins une fois par décennie, se lancent dans une entreprise d'extermination de l'autre. L'information médiatique insiste sur le caractère irrationnel et sauvage des violences: on massacre à la machette, sur les collines, les familles avec lesquelles on est depuis longtemps en relation de voisinage amical; on tue les camarades de Faculté, assis sur les mêmes bancs dans les amphithéâtres; on égorge les femmes, et les enfants en bas âge; on tire au canon sur les hôpitaux et les concentrations de réfugiés; on élimine en priorité ceux qui, ayant une formation, pourraient devenir des élites adverses dangereuses...

Ces violences ne sont hélas ni inventées, ni même exagérées. J'étais au Burundi au moment où l'avion du Président rwandais Habyarimana a été abattu le 5 avril à Kigali. J'ai donc pu assister à l'arrivée des premiers réfugiés du Rwanda dont les témoignages ont confirmé la gravité et la cruauté des exactions.

Mais il y a plus grave encore. A Bujumbura, où je me trouvais en avril 1994, j'ai pu constater comment les plus courageux adversaires de la division ethnique pouvaient être contraints, pour des raisons de sécurité élémentaire, à se replier sur leur «ethnie». Dans la capitale du Burundi, en effet, presque tous les quartiers connaissaient la mixité ethnique avec des situations plus ou moins majoritaires

Et c'est parce que cette version revêt la force de l'évidence, parce qu'elle n'épargne pas toujours ceux qui sont le mieux prévenus contre elle, ni même ceux qui en sont les victimes, qu'il paraît urgent, aujourd'hui, d'en dénoncer le caractère imaginaire.

Précisons, pour commencer, les contours du mythe forgé par la colonisation et largement repris par les élites locales. Toute la crise d'aujourd'hui résulterait de l'opposition séculaire entre Tutsis et Hutus qui remonterait au 16^e siècle, lorsqu'une ethnie venue du Nord-Est (Ethiopie, Sud Soudan), les Tutsis, vient imposer son pouvoir au peuple Hutu installé dans la région des Grands Lacs.

Les Tutsis sont grands, élancés, ont la peau plus claire et les traits fins et aristocratiques. C'est un peuple de pasteurs guerriers ayant un degré d'organisation supérieure. Ils sont faits pour commander.

Les Hutus, qui appartiennent à la grande famille «native» des nègres bantous, sont petits, trapus, très noirs de peau. Ils ont les traits épais et écrasés. C'est un peuple de paysans primitifs. Ils sont faits pour obéir.

Il s'agit, on le voit, d'une perception raciale dans laquelle des aptitudes à la culture et à la civilisation sont implicitement déduites de caractères physiques.

L'ELABORATION DU MYTHE: LA FABRICATION D'UN PASSE

Les créateurs du mythe

proches des Blancs et pourraient être d'origine caucasienne.

Cette version a été théorisée par une large partie de la science coloniale et par la doctrine de l'Eglise missionnaire, dont les porte-parole les plus autorisés appuient, jusque dans les années 50, les droits historiques des Tutsis à diriger le Rwanda et le Burundi. Quand on sait l'énorme influence de l'Eglise sur une population entièrement christianisée en quelques décennies (3000 chrétiens en 1912 et 5 millions en 1990), on mesure les effets de la diffusion de cette doctrine entièrement construite.

Les Tutsis étant très fortement minoritaires (moins de 10% dans la population des deux pays), la doctrine coloniale a trouvé dans cette répartition démographique un argument pour justifier la colonisation: gouvernement par une élite très minoritaire venue d'ailleurs. Ainsi pouvait également être confortée l'idée que l'inégalité est naturelle, sinon voulue par Dieu, et que toute forme de société gouvernée par la dictature du nombre (élections, majorité) était une voie artificielle.

LA CONSTRUCTION D'UNE SOCIÉTÉ ETHNICISÉE

Mais l'élaboration d'une théorie raciale de la société n'aurait été que de peu de conséquences si elle n'avait été fortement prolongée par une politique fondée sur la division ethnique et disposant des moyens puissants de l'Etat moderne pour la

fonde ses privilèges? Pourquoi par exemple seulement deux ethnies et non pas un pullulement de tribus dans ces sociétés de dimensions imposantes pour l'époque: plusieurs millions de personnes? Pourquoi cet Etat tutsi gouvernait-il à l'aide de chefferies tout autant hutues que tutsies? Pourquoi les massacres inter-ethniques à grande échelle tels qu'ils se produisent aujourd'hui sont-ils totalement ignorés dans le passé alors que la plupart des hommes adultes de la région, s'ils ne connaissaient pas encore le fusil et la machette, portaient la lance et l'arc?

LE DEMONTAGE DU MYTHE

Les travaux récents des historiens, anthropologues, linguistes permettent de réfuter point par point cette version ethnociste.

La langue est la même depuis très longtemps entre Hutus et Tutsis. Elle est parlée dans un espace assez grand qui dépasse les limites du Rwanda et du Burundi actuels, ce qui suppose un grand domaine politique stable. Enfin et surtout, les études linguistiques nous apprennent que cette langue est très ancienne et appartient à la famille bantoue, c'est-à-dire hutue. Alors, comment ces civilisateurs tutsis, arrivés seulement au 16^e siècle, avec leur langue et leur culture plus évoluées, auraient-ils pu adopter la langue rudimentaire des Hutus et oublier la leur?

L'élevage ankolé, le pastoralisme guerrier, le caracté-

FABRICATION D'UN PASSE

Les créateurs du mythe ne l'ont pas délibérément inventé. Ils ont cru à leur interprétation. Il ne faut pas oublier que lorsque les premiers occidentaux arrivent dans la région, dans la deuxième moitié du 19^e siècle, le monde a basculé. L'Europe a inventé la nouvelle économie industrielle fondée sur la science et la technique. Elle seule est porteuse de civilisation et de morale. Au moment où les premiers explorateurs (Burton, Speke, Stanley, Livingstone) atteignent l'Afrique des Grands Lacs à partir de l'Est, ils arrivent avec cette civilisation dans leurs bagages. Ils sont convaincus qu'il n'y a rien à apprendre de ces peuplades sauvages et tout à leur apporter. C'est pourquoi lorsque, contre toute attente, ils rencontrent dans cette région des Etats monarchiques puissants et organisés, ils ne peuvent croire un seul instant que ces constructions sociales relativement avancées soient l'œuvre des peuples indigènes. Il fallait rechercher une influence extérieure, la plus proche possible de la civilisation blanche. On la trouva dans cette théorie du rôle dominant des Tutsis, qui viennent du Nord-Est, sont morphologiquement plus

une politique fondée sur la division ethnique et disposant des moyens puissants de l'Etat moderne pour la réaliser. Les colonisateurs, allemand (1898-1914), puis belge (1914-1960), ont dirigé le pays en s'appuyant sur la minorité «intelligente» tutsie. Ils ont ainsi donné une réalité à la doctrine de l'inégalité ethnique. Les chefs Tutsis ou déclarés tels ont été constitués en mandataires de l'ordre colonial. L'école, l'armée, l'administration ont été beaucoup plus largement ouvertes à cette «ethnie». Ses membres ont pu acquérir dans l'économie moderne, urbaine (industrie, banque, commerce, import-export...) des positions importantes.

L'Eglise, première force organisée du pays, leur a fait une place de choix dans sa hiérarchie, ses séminaires et ses écoles. Par ailleurs, l'idéologie violemment anti-urbaine diffusée par l'Eglise, qui considère la ville comme un lieu de perdition et de dégradation morale et qui cherche à paralyser tout exode rural, aurait pu apparaître comme favorable à l'ethnie hutue, composée presque exclusivement de paysans. C'est exactement le contraire qui s'est passé. En bloquant le développement des villes et l'exode rural, elle a réservé la ville, lieu de modernisation et d'enrichissement, à l'élite tutsie et a cristallisé la division ville-campagne en opposition tutsi/hutu.

Lorsqu'une partie de la population, baptisée «ethnie», reçoit tous les avantages que l'Etat moderne peut dispenser (savoir, pouvoir, argent), lorsque les représentants les plus autorisés de la société ne cessent de lui répéter qu'elle est, de toute éternité, la meilleure et la plus apte à gouverner, comment ne finirait-elle pas par y croire et par oublier tous les signes qui pourraient la conduire à mettre en doute la division ethnique qui

mentaire des Hutus à oublier la leur?

L'élevage ankolé, le pastoralisme guerrier, le caractère sacré de la vache et du contrat pastoral ubuhake, présentés comme des traits caractéristiques de la culture tutsie sont présents au Rwanda bien avant l'arrivée présumée de ces derniers.

Les chefs «féodaux» sont, on l'a dit, aussi souvent hutus que tutsis. Mais la monarchie elle-même, élément central du mythe tutsi, est loin d'être pure. On a découvert que la dynastie rwandaise avait fait disparaître certains Hutus de son arbre généalogique pour le rendre conforme à la nouvelle légitimité.

LES AFFRONTEMENTS RECENTS

Toutes les grandes crises ethniques, aussi bien au Rwanda qu'au Burundi, sont concomitantes ou postérieures aux indépendances. Il faut bien expliquer pourquoi et on ne peut le faire qu'en remontant un peu le cours de l'histoire.

Le Rwanda et le Burundi ont été sous la colonisation belge confondus dans un seul territoire sous tutelle, le Ruanda-Urundi. Leurs situations étaient presque identiques. Les Belges y avaient maintenu un monarque (Mwami) et des chefferies (Baganwa) et avaient mis en place une politique de soutien systématique des Tutsis, très minoritaires. Pendant le demi-siècle de domination belge, cette politique active de ségrégation ethnique n'a pas produit de crise raciale, violente et massive. Les Belges avaient le contrôle des moyens de l'appareil étatique moderne et parvenaient à assurer l'ordre public malgré l'inégalité de traitement entre les deux ethnies. Mais la fin de la colonisation ne se produisit pas du tout de la même façon dans les deux territoires et il est nécessaire de s'y arrêter.

presque tous les quartiers connaissaient la mixité ethnique avec des situations plus ou moins majoritaires selon les quartiers et selon les ethnies. Après la crise qui a suivi l'assassinat du Président élu Ndabayé et l'incapacité de l'Etat à assurer une protection minimale aux citoyens, la sécurité est devenue si forte qu'elle a conduit à des migrations urbaines internes, chacun rejoignant les siens là où ils sont majoritaires, créant ainsi une tendance croissante à la purification ethnique par quartier.

Il faut donc convenir que tout porte à croire que cette tragédie n'a qu'une cause: la haine inter-ethnique. C'est la thèse implicitement défendue à quelques exceptions notables, par les observateurs. N'a-t-on pas vu l'ex-Président Giscard d'Estaing lui-même, interrogé à la télévision il y a 15 jours sur le Rwanda, couvrir de son autorité la version la plus sommairement ethnociste de la crise et oser, de surcroît, prendre catégoriquement parti pour l'une des ethnies, les Tutsis, désignés par lui comme uniques victimes. Quant aux médias, leur insistance à montrer les blessures à l'arme blanche, plus lisibles que l'image, propagent l'idée d'une sauvagerie primitive, d'une «culture de la machette».

Le Président américain Bill Clinton a annoncé une «augmentation immédiate et massive» de l'aide américaine aux réfugiés rwandais, prévoyant notamment la mise en place d'un pont aérien pour fournir vivres et médicaments.

Le but de cette assistance est de «soulager les souffrances aussi vite que possible» mais aussi «d'établir les conditions permettant aux réfugiés de retourner chez eux».

La France a confirmé au nouveau gouvernement rwandais le calendrier de retrait de ses troupes dont le mandat avalisé par l'ONU expire le 21 août mais envisage le maintien de certains éléments à des fins humanitaires dans les pays voisins après cette date, a indiqué vendredi le ministère français des Affaires étrangères.

Les pièges de l'ethnicité

A la fin des années 50, l'Afrique toute entière était secouée par le mouvement de libération nationale. Pour le colonisateur belge, le problème était le même que pour tous les autres: comment accorder l'indépendance en maintenant au mieux ses positions économiques et politiques? C'est alors que fut imaginée par quelques administrateurs coloniaux et une partie de l'Eglise la solution de la volte-face ethnique. En effet, l'élite tutsie, générée par la politique coloniale, plus instruite, était plus ouverte sur la vie internationale et donc plus sensible aux mots d'ordre radicaux de l'anti-impérialisme.

Dans ces conditions, il valait mieux renverser les alliances et organiser le passage à l'indépendance en faveur des Hutus, considérés comme plus dociles, et plus faciles à manipuler, en raison de l'état d'ignorance totale des affaires publiques dans lequel ils avaient été maintenus. L'opération échoua au Burundi où une élite tutsie (regroupée dans l'UPRONA, Unité et Progrès national), pratiquant une politique d'ouverture ethnique, déjoua la manipulation belge et prit le pouvoir. Elle «réussit» au Rwanda où les Belges parvinrent à transmettre le pouvoir aux Hutus, hâtivement regroupés dans le PAR-MEHUTU.

Depuis, ces deux pays, malgré leur histoire et leur peuplement communs, évoluent de façon inversée, sans que l'hypothèque ethnique ait pu être levée ni dans l'un ni dans l'autre.

Pourquoi un tel paroxysme dans la violence dans cette région alors que d'autres pays connaissent des situations ethniques voisines sans qu'elles ne conduisent cependant aux mêmes extrêmes?

Il s'agit en fait non pas d'une mais d'un ensemble de causes concomitantes:

1 Le rôle de la colonisation dans la transformation concrète de la société selon un modèle racial est évidemment déterminant. Nous avons certes vu que la vision coloniale du passé ne résistait pas à une analyse rigoureuse. Nous savons désormais que les Hutus et Tutsis d'aujourd'hui appartiennent à l'ensemble des peuples de la région, qu'ils y sont installés depuis longtemps, qu'ils partagent la même langue, la même culture, la même organisation sociale. Malheureusement, cette réfutation de l'interprétation ethniciste reste confinée dans les milieux scientifiques. Elle ne pénètre pas la société politique car les radicalismes tutsi et hutu ont désormais intérêt à l'empêcher de jouer un rôle. Les premiers parce que la version ethniciste légitime une supériorité à laquelle ils restent attachés et les seconds parce qu'ils ne veulent pas d'une solution unitaire qui effacerait les distinctions entre les deux ethnies. Ils tiennent, au contraire, à son maintien qui leur permet de présenter les Hutus comme les seules victimes d'une grande injustice historique. Leur projet politique qui consiste à demander réparation est donc un projet revanchard: les Tutsis qui étaient peu nom-



encore faible et suspecté de partialité. L'indépendance, dans les conditions où elle s'est produite de lutte pour le pouvoir entre les ethnies, plus qu'entre les partis politiques, a engendré la peur de l'autre. C'est une situation que l'on observe ailleurs en Afrique, par exemple en Afrique du Sud, où l'opposition ANC/Zoulou, masquée par la situation coloniale, apparaît avec une violence destructrice lorsque la perspective du nouveau pouvoir est ouverte. Si aucun élément nouveau n'est introduit, la logique cumulative de la peur de l'autre peut rapidement mener aux extrêmes.

4/ L'utilisation de moyens modernes nouveaux, la radio par exemple (avec les mots d'ordre de vengeance lancés sur les ondes par la station des Mille Collines au Rwanda) et l'intervention d'une armée professionnelle dans le conflit lui donnent également plus d'ampleur.

La tâche de rétablir la paix civile est lourde, on le

voit. Sans doute est-elle, dans l'immédiat, quasi impossible, sans médiation extérieure, tant la peur provoquée par les tueries réciproques inhibe la réapparition d'un minimum de confiance. Il est plus que jamais urgent de faire sortir l'action politique de sa logique ethnique. Le FPR pourrait disposer du crédit que lui donne sa victoire sur un pouvoir autoritaire et ses milices sanguinaires. Les Tutsis sont en effet actuellement au Rwanda, non pas les seules mais les principales victimes du conflit. Pourtant, quoi qu'il en dise lui-même, le FPR apparaît comme le bras armé revanchard de l'ethnie-tutsie. S'il veut constituer demain le gouvernement de tous les citoyens rwandais, il lui faut demain convaincre la majorité hutue qu'il présente une véritable garantie de paix civile et d'égalité entre les Rwandais, abstraction faite de leur ethnie. Ce sera loin d'être facile.

Néjib BOUDERBALA

ni dans l'autre.

Au Rwanda, la majorité hutue a pris le pouvoir. Mais elle l'a exercé en pratiquant une sévère politique de ségrégation anti-tutsi (l'appartenance ethnique est mentionnée sur la carte d'identité). Massacrés massivement dès 1959, les Tutsis ont été exclus systématiquement de l'école, de l'Etat, de l'armée. Cette solution qui a été présentée comme « démocratique » a conduit à détruire ou à exclure la minorité qui regroupait l'essentiel du capital de formation et de compétence dans le pays. Elle a alimenté le désir de revanche des Tutsis du Rwanda et d'ailleurs, qui, regroupés dans le Front Patriotique du Rwanda (FPR) sont les acteurs principaux du drame actuel).

Au Burundi, c'est la minorité tutsie qui a gardé le pouvoir après l'indépendance. Deux dictateurs militaires (Micombero et Bagaza) ont également pratiqué à l'encontre de la majorité hutue une politique de ségrégation féroce lui interdisant l'accès à l'armée et à l'Etat. En 1972, le massacre des élites hutues a été orchestré par le pouvoir. La politique mesurée d'unité ethnique, pratiquée par le dernier Président tutsi, le Major Buyoya, a été interrompue par l'élection du premier Président hutu, Ndadayé. Son assassinat par des militaires à la fin de l'été 1994 a ouvert un nouveau cycle infernal de massacres de paysans tutsis par les paysans hutus sur les collines, suivis de représailles de l'armée « tutsie » contre les paysans hutus.

Mais la politique raciale du tuteur suffit-elle à expliquer tout cela? Comment admettre la surenchère dans l'horreur, le suicide collectif de toutes les parties engagées dans l'affrontement?

projet revanchard. Les Tutsis qui étaient peu nombreux avaient tout. Les Hutus qui représentaient la masse n'avaient rien. Ils demandent donc tout ce qu'avaient les Tutsis.

2/ Le dualisme manichéen opposant seulement deux ethnies a eu un effet aggravant. Les conflits de peuples ou de tribus ont existé de tout temps et ils produisaient des heurts parfois sanglants mais limités et localisés. Dans le cas de la zone des Grands Lacs, l'exceptionnelle densité démographique (300 h/km²), l'existence déjà ancienne d'organisations centralisées, la réduction du nombre des tribus, ont donné très vite une plus grande dimension au conflit.

3/ La domination coloniale a contribué à faire monter les oppositions raciales mais aussi à les contenir. Ces tensions violentes ont été libérées d'un seul coup par la disparition d'un pouvoir fort et autoritaire alors que le nouvel Etat restait



Le tabac est responsable de 90% des cancers bronchiques

Pour une vie sans tabac

Ministère de la Santé Publique

Département d'éducation sanitaire

TOUT SUR AL BAYANE
 Rédacteur en chef : **Nadir YATA**
 Rédaction et administration
 62, Bd de la Gironde
CASABLANCA
 Tél : 30.78.82 et 30.76.66
 Télex : 269.29
 FAX : 30.80.80
 CCP 676.46 - Rabat

LISEZ, «AL BAYANE»

BULLETIN D'ABONNEMENT AU JOURNAL AL BAYANE

Nom ou raison Sociale : _____
 Adresse : _____
 Durée d'abonnement : 3 mois - 6 mois
 9 mois - 12 mois (*)
 Nombre d'abonnement : _____
 Mode de paiement : Mandat - Chèque GCP
 Lettre Bancaire (**)
 Signature _____

(*) Encadrer la durée d'abonnement choisie
 (**) Encadrer le moyen de paiement choisi

A découper et adresser à : Service Abonnement
 journal Al Bayane BP 13152 Casablanca 01

NOS TARIFS D'ABONNEMENT

Durée	Maroc	Maghreb	Pays Arabes	France Espagne Portugal	Europe	Asie Amérique Afrique
3 mois	133,00	165,50	250,00	262,50	275,00	387,50
6 mois	266,00	330,00	500,00	525,00	550,00	775,00
12 mois	532,00	660,00	1000,00	1050,00	1100,00	1550,00